

## Alerte n° 1

### **Le droit de retour volontaire des réfugiés congolais doit être préservé par le gouvernement du Burundi et le HCR.**

Dans le cadre du programme **UMUSEKE**, des organisations de défenses des droits humains la Ligue Burundaise des droits de l'homme Iteka et King Umurundi Freedom ont suivi et documenté<sup>1</sup> la situation humanitaire des congolais qui ont fui la crise de l'Est de la RDC après la prise de la ville de Uvira par AFC-M23 et TWIGWANEHO. La gestion d'un mouvement massif d'un grand nombre de réfugiés et de différentes catégories, civiles et des membres des différents groupes armés a compliqué les services primaires que devraient bénéficier ces réfugiés de la part du gouvernement du Burundi et de ses partenaires. La répartition de ces réfugiés dans les différents sites, centres ou camps militaires surtout les membres des groupes armés ont suscité des inquiétudes et mérite un suivi de près.

Depuis le 09 décembre 2025, le site de Busumo situé sur la colline Busumo, dans la zone Kayongozi, commune Ruyigi et province Buhumuza à lui seul a accueilli environ soixante-dix milles congolais et d'autres continuent d'arriver. Nos organisations saluent l'engagement du gouvernement du Burundi avec ses partenaires dont l'ONPRA, le HCR et la Croix Rouge Burundi, SOPRAD-CARITAS Ruyigi, vues les premières assistances fournies à ces réfugiés congolais malgré que différents défis soient à signaler.

En effet, nos organisations ont été marquées par certains faits observés au niveau des transferts depuis les centres de transit vers le site Busumo et autres sites où certains réfugiés ont été brutalisés pour monter dans les véhicules alors qu'ils voulaient retourner chez eux. Notons que jusqu'aujourd'hui, leur réclamation persiste mais en vain dans le site Busumo où ils sont installés. Des comportements anormaux où un policier a même été grièvement blessé sont déjà signalés dans le site de Busumo ce qui a fait que le gouverneur de la province Buhumuza vienne pacifier.

Au vu de cette situation alarmante, nos organisations voudraient alerter le gouvernement du Burundi et la communauté internationale que l'ultimatum donné par le gouvernement du Burundi n'est pas une solution pour une personne qui réclame ses droits fondamentaux.

<sup>1</sup> <https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2025/12/Bulletin-ITEKA-N-IJAMBO-505.pdf>

Ce refus de retour volontaire est perçu comme une violation flagrante des principes de protection des réfugiés établis par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et son protocole du 31 janvier 1967 relatifs au Statut de réfugiés ainsi que les autres instruments internationaux applicables. Qui stipule en son article (1, C.1.) que la protection cesse d'exister pour la personne « Si elle s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité ».

La convention de Genève de 1951 ratifiée par le Burundi préserve le droit de retour volontaire des réfugiés dans leur pays natal dans son article premier et le droit de liberté de circulation (art. 26).

Vu tous ce qui précède, la Ligue Iteka et King Umurundi Freedom recommandent :

### **Au Gouvernement du Burundi et HCR**

- Déclencher le dialogue entre les autorités des deux pays pour procédure de rapatriement de ces réfugiés qui veulent retourner chez eux.
- D'accélérer la procédure pour faciliter tous les réfugiés congolais qui veulent retourner dans leur pays dans le respect de la convention de Genève, autres instruments internationaux y relatifs ainsi la constitution du Burundi.
- De continuer à assister les réfugiés sur son territoire en général et les nouveaux réfugiés congolais qui en ont plus besoin.

### **Aux partenaires techniques et financiers du gouvernements du Burundi dont les NU, UE et les Missions diplomatiques accréditées au Burundi**

- D'appuyer le gouvernement du Burundi et ses partenaires pour qu'ils puissent accomplir leur devoir de protection et prise en charge de ces réfugiés.
- De veiller au respect des droits des réfugiés surtout une solution rapide et sécurisée pour ceux qui réclament la facilitation de leur retour volontaire dans leur pays natal.

### **Pour le programme UMUSEKE**

**Anschaire NIKOYAGIZE**

**Vianney NIZIGIYIMANA**



*Président de Ligue Iteka*  
+256701178261

*Président de King Umurundi Freedom*  
+ 33 7 58 27 92 94